

EDC accorde une grande importance aux droits de la personne et fournit ses services de financement et d'assurance en veillant à la promotion et à la protection des droits de la personne reconnus à l'échelle internationale.

Les projets d'investissement peuvent avoir des incidences considérables sur les droits de la personne. EDC reconnaît que les institutions financières doivent s'efforcer d'évaluer les effets négatifs potentiels de leurs activités sur les droits des personnes directement touchées par de tels projets.

Respect et promotion de la protection des droits de la personne

EDC est une société en propriété exclusive du gouvernement du Canada et, à ce titre, exerce ses activités en conformité avec les politiques du gouvernement canadien. EDC suit l'orientation dictée par le gouvernement en ce qui concerne les obligations internationales du Canada, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies. En vertu d'un protocole d'entente signé en 2002, le gouvernement partage avec EDC les renseignements qu'il détient concernant la situation des droits de la personne dans un grand nombre de pays.

Évaluation des facteurs influant sur les droits de la personne

Lorsque EDC étudie un projet, son service d'Évaluation des risques politiques évalue de façon systématique les risques politiques inhérents au projet et au pays hôte, en analysant notamment les facteurs qui influent sur les conditions des droits de la personne dans le pays en question. Les projets et les pays qui sont considérés comme présentant un risque élevé au regard des droits de la personne font l'objet d'une analyse plus approfondie. Cette analyse supplémentaire peut porter sur la dynamique socioéconomique du pays, l'historique des conflits internes et les enjeux propres à l'emplacement du projet (sécurité, lieu, relations avec les communautés locales, etc.). Ces évaluations tiennent compte de divers indicateurs externes, dont les indicateurs de gouvernance des pays publiés par la Banque mondiale, les données sur les groupes de minorité à risque, les indicateurs de Freedom House sur la liberté de presse et les libertés civiles ainsi que les données sur les conflits colligées par le Centre de développement international et de gestion des conflits de l'Université du Maryland.

Établissement des pratiques exemplaires pour les institutions financières

EDC est consciente de la nature évolutive des pratiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et suit de près le dialogue international sur la question des droits de la personne. Elle s'inspire en outre de l'expérience collective des Canadiens de renom qui forment son Conseil consultatif sur la RSE. En ce qui concerne l'évaluation de répercussions potentielles sur les droits de la personne, EDC a pris l'engagement de travailler de concert avec le gouvernement du Canada et d'autres parties intéressées afin de cerner les pratiques exemplaires émergentes et d'adopter celles qui conviennent au mandat d'une institution financière.